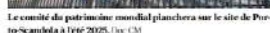


LAETITIA GIANNECHINI
laetitia.giannechini@unipr.it

L'an dernier, l'État avait déjà dressé un premier état des lieux après avoir reçu un courrier de l'Unesco en février 2023. À l'époque, le centre du patrimoine mondial affirme recevoir des informations émanant de « tiers » sur « la fréquentation touristique et ses impacts potentiels sur le bien ». Il dit également prendre « note du retrait par le Conseil de l'Europe du diplôme euro-



Face aux impacts du tourisme sur la façade nord occidentale de l'île, l'Unesco attend des mesures concrètes de la France. Un rapport doit être remis en fin d'année, après des années d'incurie dénoncées par l'organisation.

L'Unesco ne s'y est d'ailleurs pas trompée. En août 2023, lors de leur 45^e comité du patrimoine mon-

« Il est impossible, à ce stade de la procédure de dialogue et de recueil des données, de préjuger de la décision qui sera prise ».

« Alors que le problème est signalé depuis plus de dix ans, le rapport de l'Etat se concentre sur la nécessité de recueillir davantage de données sur la fréquentation, au lieu de prendre des mesures concrètes et urgentes pour traiter le problème de la pression touristique, comme le demande le comité, par exemple en limitant le nombre de navires accédant à la zone. Il n'existe toujours pas de stratégie claire en matière de tourisme durable », tance l'institution oisienne.

En 2015, l'État et la Collectivité de Corse s'étaient accordés sur des orientations de gestion, sans les sanctionner dans un plan en bonne et due forme. À qui la faute ? Dans son rap-

C'est également à l'Office et au Parc qu'il revient de mettre en œuvre le vieux projet d'extension de la réserve naturelle - actuellement cantonnée à Scandola - à la totalité du site Unesco.

Que décidera l'Unesco en juillet prochain ? Le Centre du patrimoine mondial et l'UICN, en tant qu'organisation consultative, analyseront le rapport des autorités françaises. Leur analyse sera présentée au comité du patrimoine mondial lors de sa prochaine session, en juillet 2025. Le comité pourra alors décider des éventuelles mesures à prendre. Il est impossible, à ce stade de la procédure de dialogue et de recueil des données, de préjuger de la décision qui sera prise », indique l'organisation internationale.

Un patrimoine en péril ?

L'Unesco précise que « dans de nombreux cas à travers le monde, la procédure de dialogue suffit à mettre en œuvre les mesures appropriées. Ce n'est que dans les rares cas où des menaces persistent à l'issue de la procédure de dialogue, et sur la base d'un avis d'experts, que le comité du patrimoine mondial peut décider d'inscrire un site sur la liste du patrimoine mondial en péril ».

La liste compte une cinquantaine de sites dans le monde, généralement menacés par des conflits, l'urbanisation ou l'exploitation

des ressources naturelles. La fréquentation touristique ? Elle « peut être l'un des critères si son impact menace la valeur universelle exceptionnelle du site ». Cette valeur (VUE) représente « le caractère inestimable pour les générations actuelles et futures de l'ensemble de l'humanité ».

Où, concernant Porto-Scandola, l'Unesco relève bien que « le tourisme excessif a un impact négatif croissant sur la valeur universelle exceptionnelle du bien, en particulier sur sa biodiversité ».

« Les perturbations cau-

sées par les bateaux à moteur pendant la haute saison touristique sont liées au faible succès de la population résidente de balbuzards pêcheurs, l'une des espèces phares du bien », note l'organisation qui évoque aussi la dégradation des herbiers de posidonie et des récifs coralligènes.

Vers un « renforcement de la protection »

Du reste, l'intérêt soutenu que manifeste l'institution de la place Fontenoy au site de Porto-Scandola apparaît « symptomatique de la préoccupation grandissante que génèrent le

tourisme et ses impacts sur les sites les plus remarquables de la planète. En 2023, Venise échappait de peu à une inscription sur la liste du patrimoine en péril. En cause : « Les impacts du changement climatique et le tourisme de masse », susceptibles de « causer des changements irréversibles à la valeur universelle exceptionnelle du bien ».

Les mesures prises par les pouvoirs publics convaincront-elles l'Unesco ? À ce stade, le projet le plus avancé semble être la révision du décret de 1975 classant



Le secteur est prisé des plaisanciers et de nombreux professionnels y travaillent, notamment des bateliers. Nasser/GRIMALDI

Scandola en réserve naturelle, attendue en enquête publique début 2025. Reste que les pouvoirs publics ne semblent pas disposés à actionner le levier quantitatif selon nos informations, les pistes envisagées ne comprendraient pas de restrictions quant au nombre de navires admis dans la réserve.

Elles se focaliseraient plutôt sur « le renforcement des mesures de protection de la faune et de la flore ». « On nous a parlé d'interdire tota-

lement la circulation même en dessous des nids vides, nous vous rendes compte, c'est une aberration ! », peste Dominique Pieri, président de l'association des bateliers de Scandola, qui se dit prêt à explorer d'autres options.

Seconde alerte

Ces derniers mois, l'état éduait également la possibilité d'interdire totalement le mouillage dans la réserve, sans qu'il soit possible de dire si cette disposition sera

incluse dans le projet de décret révisé.

Reste à savoir si le comité du patrimoine mondial jugera tout cela à la hauteur des « mesures concertées et urgentes » qu'elle réclame. Une chose est certaine cependant : après le retrait du diplôme européen des espaces protégés en 2020, les inquiétudes manifestées par l'Unesco constituent la seconde alerte sur l'état de conservation de ce joyau de patrimoine naturel.

L. G.



La population de balbuzards pêcheurs est en déclin sur le site. Si la fréquentation touristique est bien en cause, Charles-François Boudouresque, évoque un phénomène « multifactoriel ». Alain Cassat


STORES INDUSTRIE
SERVICES



JUSQU'À
-20% de remise
 pour l'achat d'une
 pergola bioclimatique*

04 95 30 74 72
 store-corse.com
 RN 193, vallée Borgo

Le plaisir d'une pergola bioclimatique

Offrez-vous le sur-mesure et découvrez une infinité de combinaisons de colonis, dimensions et configurations pour que votre bioclimatique soit **unique**.

*Sur conditions en magasin

Meurtre à Oletta

Un homme d'une cinquantaine d'années, Camille Orsoni, a été tué par balles alors qu'il circulait à bord de son véhicule, hier en fin de journée, sur la commune d'Oletta dans le Nebbiu. Une enquête pour homicide en bande organisée et association de malfaiteurs a été ouverte par le parquet de Bastia. **P.2**

CHRISTIAN BOUTA



Ligue 2 : SCB-ACA

**Souffler n'est pas jouer :
le derby se disputera
finalement aujourd'hui**

P.22

Ajaccio - Tél. 04 95 31 34 00 - Bastia - Tél. 04 95 34 54 50
Service Clients - 04 95 32 85 14 - 04 95 32 85 05 - 04 95 32 85 01
corsematin.com
OLM 85 34 54 50 14 00 05 32 85 01 05 32 85 05 32 85 01



Enquête publique

**Scandola :
le bras
de fer** **P.5**



CETTE ÉDITION EST DISPONIBLE EN PDF UNIQUEMENT

La Punta Palazzu, au nord de la réserve naturelle de Scandola.
Photo: XANTIER GEMALTI

LAETITIA GIANNICHINI
lgianichini@corsematin.com

ET C. SORO-VOGLIMACCI

Un véritable babil de poudre administrative jusqu'au 12 février prochain, chacun est invité à donner son avis sur le projet de révision du décret de 1975 qui institue la réserve naturelle de Scandola. Si l'intitulé de l'enquête publique peut paraître rébarbatif, cette procédure recèle des enjeux de taille. Car l'État entend restreindre la circulation des navires dans ce paradis écologique de 1 503 hectares. Objectif : protéger une biodiversité altérée par « l'explosion touristique de la zone », selon les termes du dossier de l'enquête publique pilotée par la préfecture de Corse, et consulté par *Corse-Matin*.

Navigation interdite sous les nids sept mois de l'année

Prendre place, soumise par la direction de la mer et du littoral de Corse (DMLC) : c'est « six zones de protection renforcée autour de sept nids de balbuzards pêcheurs ». Concrètement, il s'agit d'interdire la fréquentation nautique dans un rayon de 250 mètres autour des nids « entre le 15 février et le 31 août de chaque année ». L'État espère ainsi enrayer le spectaculaire déclin de l'espèce observé depuis deux décennies en Corse, en général, mais de manière beaucoup plus aiguë sur la façade occidentale de l'île et dans la réserve (15 poussins à l'éclosion en 2007, 1 en 2023).

Cette protection renforcée est conçue comme le prolongement des arrêtés pris chaque été par le préfet maritime et qui cèdent des zones de quiétude de 250 mètres autour de nids identifiés par les ornithologues du Parc naturel régional de Corse (PNRC). Cependant, le site avec l'Office de l'environnement) comme abritant des couples de balbuzards. Mais en proposant de sanctionner sept zones pérennes sans tenir compte de l'occupation effective des nids par les volatiles et sur une durée bien plus étendue, l'État attire la colère des professionnels du tourisme, en particulier des bateliers, qui jouissent d'une main-d'œuvre certaine. « Il n'a jamais été démontré qu'interdire le passage d'embarcations sous des nids vides favorise la reproduction du rapace », grince Dominique Pieri, président de l'Association des bateliers de Scandola (28 entreprises).

La passe de Punta Palazzu totalement sanctuarisée

La tension est telle que, selon nos informations, les forces de l'ordre auraient fait remonter les risques à l'ordre public que



Début d'une enquête publique explosive à Scandola

L'État veut limiter la circulation maritime à Scandola pour protéger une biodiversité en déclin. Une enquête publique se tient jusqu'au 12 février, mais ses propositions suscitent la colère des bateliers. Les autorités redoutent des troubles à l'ordre public.

serait susceptible de générer cette mesure. À cet égard, l'unique réunion publique de l'enquête, qui se tiendra le 17 janvier prochain à la tour de Galeria, devrait faire l'objet d'une attention particulière de la part des pouvoirs publics.

L'État ne s'arrête pas là. Il suggère de sanctuariser complètement une « zone de protection intégrale » (ZPI) entre la Punta Palazzu et l'île de Gargalo. « Il s'agit d'interdire l'accès à cette zone toute l'année », est-il indiqué, afin d'éviter « l'hyperfréquentation » et ses effets.

« De par la configuration de la côte, ces deux secteurs forment une passe assez étroite. Les navires, prenant le chemin le plus court, ont tendance à se rapprocher très près des côtes en navigation », note la DMLC. Conséquences : entre avril et octobre, « l'estimation du flux de déplacement équivaut ici à un passage toutes les trois minutes entre 6 heures et 21 heures. Cette intensité de passage est susceptible de

« La tension est telle que, selon nos informations, les forces de l'ordre auraient fait remonter les risques de troubles à l'ordre public que seraient susceptibles de générer ces mesures »

créer un fort dérangement de l'avifaune (les oiseaux, note).

En protégeant trois nids de balbuzards supplémentaires, ce dispositif vient compléter la première mesure et porte à dix le nombre de nids préservés. Mais l'impact n'est pas la seule espèce visée, tant cette aire constitue un hotspot de biodiversité. Une colonie de puffins de Scopoli et des cormorans huppés nichent sur l'île de Gargalo, quand les grottes marines du secteur abritent « une population importante de corail rouge ». Pour protéger cet écosystème, certaines compagnies d'excursions maritimes ont d'ores et déjà renoncé à effectuer des visites dans cette zone. « Nous pensons qu'il faut aller au-delà de la réglementation en vigueur qui est éolée et nous frapper certaines règles pour préserver la biodiversité marine, qui est le but de cette réserve naturelle, préserver notre patrimoine et au final notre travail », explique ainsi la compagnie Mare Bella sur son site internet.

Vers une interdiction totale du mouillage

L'interdiction d'accès à cette zone viendrait conforter la « réserve intégrale » de 70 hectares établie entre les deux caps et dans laquelle le mouillage est déjà prohibé, de jour comme de nuit.

L'État voudrait d'ailleurs généraliser cette interdiction du mouillage à l'ancrage dans le reste de la réserve (où il n'est interdit que la nuit) afin notamment de préserver les herbiers de posidonies.

Contrairement aux précédentes, cette mesure n'intéresse pas tant les bateliers que les plaisanciers et les amateurs de bateaux, souvent peu au fait de la réglementation en vigueur pour les premiers, ou qui en informent leur clientèle de manière aléatoire pour les seconds. Le projet de décret propose aussi d'interdire le survol (notamment par drones) et de limiter la vitesse de navigation à 5 nœuds, ce qui pourrait pénaliser les loueurs de scooters des mers.

Les bateliers vent debout

Quelles conséquences pour l'activité touristique ? L'État anticipe une baisse de la fréquentation à Scandola mais assure que « l'attractivité générale de la zone n'en sera pas réduite. La côte ouest de la Corse et les environs immédiats de la réserve regorgent d'autres endroits magnifiques dans lesquels les navires sont susceptibles de mouiller l'ancrage. C'est pourquoi l'impact est jugé faible sur la plaine ». Quant aux bateliers, l'État estime que

ces changements n'affectent pas l'activité des visites pour des clients « maintenant très soucieux des enjeux » environnementaux. En outre, les professionnels disposeraient du temps nécessaire pour s'organiser, l'entrée en vigueur du nouveau décret étant prévue pour l'été 2025.

De quoi mettre les bateliers vent debout. « Si nous devions renoncer à emprunter le passage entre l'île de Gargalo (nids) et la terre ferme, nous serions contraints de contourner par le large la pointe, ventée et agitée. Les embarcations les plus légères ne pourraient pas franchir ce passage », explique Dominique Pieri, arguant que cette décision amputerait les circuits touristiques d'un site d'intérêt majeur, les orgues volcaniques, et impacterait lourdement l'économie et la démographie de la micro-région. Pas de quoi apaiser les tensions du côté des socioprofessionnels, qui s'estiment « méprisés » et se disent les « victimes collatérales des conflits entre l'État et les services régionaux ».

Dans cet amas de poudres, l'État n'a d'ailleurs glissé une mèche en forme de petit paragraphe, au détour de ses conclusions : « L'Office de l'environnement de la Corse porte un projet de (...) licence pour limiter l'accès des navires à la réserve naturelle. Un « accroissement de la protection que le décret prévoit rendrait possible un plus grandique ». Autrement dit : l'État fait son job. Il revient aux gestionnaires de faire le leur.



Un nid sur un rocher volcanique, dans le secteur de Punta Palazzu.



Bastia
Darmanin
en visite
dans le costume
du garde
des Sceaux **P.3**



FLNC
Le mouvement
prend
position sur
l'agriculture
P.3

Vin
L'histoire
singulière du
Château Prince
Pierre en Balagne
DER



Football - Ligue 2
**L'ACA réagit
contre Caen
2-1**

**Le SCB chute
à Amiens
1-0
P.20&21**



CETTE ÉDITION EST DISPONIBLE EN PDF UNIQUEMENT

Une soixantaine de personnes
sont venues assister à la réunion
publique à Galéria.
PHOTO: OLIVIER SANCHEZ/
CRYSTAL PICTURES

J.-F. PACELLI ET M. RUBETTI

La réunion publique autour du décret de la réserve naturelle de Scandola s'est tenue hier à Galéria. Cette unique réunion prévue dans le cadre de l'enquête publique, en cours jusqu'au 12 février prochain, visait à présenter le projet porté par les services de l'État afin de mieux protéger la biodiversité, notamment la posidonie et le balbuzard pêcheur. « La réserve est dans un état paradoxal et critique, constate dès le début de la séance Tristan Bataille, porteur de projet et chef de service à la Direction de la mer et du littoral de Corse (DMLC). Certaines parties de l'écosystème ne sont pas dans un état de conservation aussi bon qu'il serait attendu dans une réserve naturelle. Depuis que le décret a été conçu il y a 50 ans, tous les outils n'ont pas été mis en place ».

Une soixantaine de socioprofessionnels, pêcheurs et promeneurs en mer, avaient fait le déplacement depuis de nombreuses villes et villages de l'ouest de la Corse, d'un secteur allant de Saint-Florent à Ajaccio, afin de partager leurs avis dans ce dossier emblématique aux enjeux importants. « On n'est pas contre la nature, mais parfois il faut se poser les bonnes questions : mieux vaut sauver un pêcheur qu'un balbuzard », a souligné Xavier D'Urazio, pêcheur professionnel à Ajaccio.

Avec la nouvelle délimitation proposée, « on nous prend des hectares de pêche, car au-delà, les fonds sont trop profonds pour pêcher. On allonge-t-on vraiment ? ».

« Mettre Scandola sous cloche »

La révision du décret propose notamment d'interdire l'accès à une zone entre la Punta Palanza et l'Île de Gargalo toute l'année. « L'Île de Gargalo est la pointe la plus à l'ouest de la Corse. C'est un endroit très venté. Si nous devons faire un dénivelé à cet endroit-là, il y aura également des problèmes de sécurité car nos bateaux ne font



Décret sur la réserve de Scandola : une copie encore à corriger

La réunion publique autour du projet de durcissement du décret encadrant les activités humaines dans la réserve a permis de souligner les points de convergence et de désaccord entre les services de l'État et les socioprofessionnels.

Guy Armanet :
« Je dirais que 80 % du texte proposé nous convient. Les 20 % restants n'ont jamais été présentés et posent quelques problèmes. Dans la salle, nous étions tous d'accord ».

qu'entre six et sept mètres », soulève un autre pêcheur. Et François Alfonsi, ancien député européen, d'ajouter : « L'histoire le seul abri qu'il y a sur un très long parcours semble incongru d'un point de vue sécuritaire ».

Le projet de révision du décret suggère également l'interdiction du mouillage jour et nuit dans la totalité de la zone, la création de six zones de protection renforcée autour de sept nids de balbuzards pêcheurs et ainsi l'interdiction de la fréquentation nautique dans un rayon de 250 mètres autour de ces nids entre le 15 février et le 31 août de chaque année, ou encore une limitation de la vitesse à 5 nœuds.

« Nous travaillons depuis maintenant trois ans avec les professionnels, les bateliers, les pêcheurs professionnels et amateurs, les acteurs de la

réserve », contextualise Guy Armanet, le président de l'Office de l'environnement de la Corse.

Mais une question interpelle les pêcheurs et bateliers : est-il légitime de protéger des nids vides ? « Tant le monde fait des efforts pour reconnaître l'importance de l'environnement et de la préservation du balbuzard, des poissons, poursuit Guy Armanet. Essayons de faire quelque chose qui soit le plus cohérent possible, qui tienne vraiment la route. Nous avons fait une charte avec les bateliers, dans laquelle ils se sont engagés. Lorsqu'il y a un nid occupé, avec un œuf, les pêcheurs sont les premiers à nous le signaler. Nous plaçons ces nids dans une protection forte. Lorsque les outils ne s'y sont plus, il est légitime que l'on rende la possibilité de passer sous

ces nids-là. Aujourd'hui, la charte que l'on nous propose, c'est de mettre Scandola sous cloche. Les douze nids de la réserve, occupés ou pas, seront des espaces sacrés. Pourquoi sanctuariser si les nœuds n'y sont pas ? »

Sollicité durant la réunion, Guy Armanet avait assuré que la Collectivité de Corse s'opposerait aux propositions du décret. À l'issue de l'échange, il précise : « Je dirais que 80 % du texte proposé nous convient. Les 20 % restants n'ont jamais été présentés et posent quelques problèmes. Dans la salle, nous étions tous d'accord ».

Une version définitive dans les six mois

Du côté des services de l'État, le bilan de la réunion est positif. Celle-ci a été menée « dans le dia-

logue, la concertation. Le discours a été franc et direct, avec la Collectivité, l'Office, le Parc, les bateliers, les socioprofessionnels. Les élus qui étaient présents, assure Xavier Caerwanski, secrétaire général de la préfecture de Corse-du-Sud. L'objectif était de faire un point de situation précis sur la proposition qui est sur la table, dans ses forces et faiblesses. Je crois que cela a été fait ».

Un calendrier de travail a par ailleurs été défini. « Il faudrait maintenant recenser toutes les propositions qui ont été faites et avancer avec la Collectivité pour proposer une copie corrigée afin que la ministre puisse présenter un projet de décret dans les six mois. L'objectif est d'aller vite, de concrétiser nos différents travaux, dans un document équilibré et adapté à la réalité territoriale. » La réunion publique aura permis de lier les points de désaccord et de cheminer vers une copie plus consensuelle, dans un délai restreint.



Un échange a eu lieu entre les pêcheurs professionnels et les services de l'État.



Il n'est pas toujours évident de protéger un nid de balbuzard pêcheur lorsqu'il n'est pas occupé. Les socioprofessionnels répondent par la négative.



Guy Armanet, président de l'Office de l'environnement de la Corse, a demandé la révision de 20 % des propositions du décret.

corse matin

corsematin.com
Mercredi 12 di
ferraghju di u 2025
N°28060
A Corsica in Fatti



Politique
L'opposition
boycottera
l'installation
du nouveau conseil
exécutif demain **P.5**

Scandola

Nature ou business ?

L'enquête publique sur Scandola met en lumière un large soutien au renforcement des mesures de protection du site. Reste à savoir si la résistance des acteurs économiques et politiques locaux influencera l'issue de cette décision.

P.283

Enseignement
Médecine :
L'université ouvre
un premier cycle
complet en 2025

P.6



Football
Ligue 2
À l'ACA,
la stratégie d'un
staff dégraissé

P.21

Bastia
Municipales : vers
une alliance inédite
entre Forza Nova,
RN et Reconquête ?

P.10



**U LEGNU PÈ
A TRANSIZIONE
ECOLOGICA !**

**Installation des
chaudières biomasse**

Aides financières & assistance opérationnelle
Collectivités, Entreprises

Appelez le **04 95 10 98 64**

www.aue.corsica

Corse infos

CORSICA INFORMAZIONE

mercredi 12 février 2025

2

LAETITIA
GUARNIERI
laetitia@corseinfos.com

Olivier Duriez, scientifique et chercheur au CNRS, explique comment la surfréquentation met en danger la faune dans la réserve naturelle. Il réclame des mesures fortes pour sauver ce site exceptionnel et demande l'instauration de quotas.

Alors que s'achève l'enquête publique relative au durcissement des conditions de navigation dans la réserve naturelle de Scandola, Olivier Duriez, chercheur au Centre d'écologie fonctionnelle et évolutive (CEFE-CNRS) de l'université de Montpellier, rappelle que le lien entre la fréquentation touristique et l'effondrement de la biodiversité est scientifiquement établi.

L'état souhaite restreindre l'accès à Scandola pour mieux protéger la biodiversité. Une nécessité ?
C'est une nécessité absolue. Scandola était l'un des sites les mieux conservés de Méditerranée, avec une faune et une flore exceptionnelles. On y trouvait la plus grande densité de minous de la région, une forte population de corals et des trotoirs à lithophilum en excellent état. Mais en une dizaine d'années, cet équilibre s'est détérioré. Contrairement à d'autres sites comme Port-Cros ou les Calanques de Marseille, qui bénéficient de mesures de protection efficaces, Scandola subit une dégradation rapide, principalement due à la surfréquentation des bateaux.

Comment établit-on une causalité entre la fréquentation touristique et la dégradation de la biodiversité ?
La capacité d'accueil de la réserve a été largement dépassée. Des caméras installées par les agents du Parc naturel régional ont comptabilisé entre 300 et 400 bateaux par jour au cœur de la réserve en juin et juillet.

En quoi ce chiffre est-il excessif ?
C'est simple, les animaux et les plantes nous le montrent. Le balbuzard ne se reproduit plus, les poissons quittent la zone, les herbiers de posidonie se détériorent. Pour le balbuzard pêcheur, un seul critique a été franchi en 2011-2012. Depuis 2013-2020, ce même phénomène affecte les minous et d'autres espèces emblématiques de la réserve.

« La reproduction s'est effondrée »

Votre étude a mis en évidence un lien entre la fréquentation touristique et la baisse du succès reproducteur du balbuzard pêcheur. Comment cela s'explique-t-il ?

Ces travaux s'appuient sur 40 ans de données, les premiers suivis datant de 1974, bien avant l'essor du tourisme nautique. Nous avons constaté que la population s'était rétablie dans les années 80-90, atteignant huit couples nicheurs à Scandola, avant de s'étendre à toute la côte ouest de la Corse. Mais depuis 2010, la reproduction s'est effondrée dans la réserve. Entre 2011 et 2015, nous avons mené un suivi télémétrique et des prélèvements biologiques sur les jeunes balbuzards. Les mâles apportent trois fois moins de proies aux nids qu'à Ajaccio ou au Cap Corse. Le problème vient notamment du mode de chasse du balbuzard, qui plonge en surface. Avec le passage en cessant des bateaux, les poissons plongent à des profondeurs où il ne peut plus les atteindre. L'oiseau est contraint d'aller chercher sa nourriture plus loin, au détriment de

« Les taux d'hormones de stress relevés sur les poussins sont trois fois plus élevés qu'ailleurs »



Olivier Duriez est chercheur au Centre d'écologie fonctionnelle et évolutive (CEFE-CNRS) de l'université de Montpellier (CC-BY)

ses poussins. Quant aux femelles, elles passent six fois plus de temps en posture d'alerte, laissant leurs poussins exposés aux prédateurs et au soleil. Les taux d'hormones de stress, la corticostérone, que nous avons relevés sur les poussins sont trois fois plus élevés qu'ailleurs.

Les bateliers, mais aussi les gestionnaires (office de l'environnement et Parc naturel) avancent un contre-argument : pendant le confinement de 2020, l'activité nautique était quasi à l'arrêt, mais la reproduction du balbuzard n'a pas augmenté. Cela signifie-t-il que la fréquentation n'est pas seule en cause ?
C'est un phénomène multifactoriel. Le climat a évolué, avec une augmentation des tempêtes de fin de printemps. Mais sur quoi pouvons-nous agir ? Pas sur les tempêtes. Pas non plus sur la pêche, car le balbuzard se nourrit de mulets, une espèce non exploitée commercialement. En revanche, nous pouvons agir sur le tourisme. De nombreuses réserves naturelles limitent leur fréquentation. Pourquoi Scandola ferait-elle exception ?

« Il faut absolument instaurer des quotas »

Le projet de décret prévoit l'interdiction de circulation dans la zone de Punta Palazzu et des zones d'exclusion autour de plusieurs nids, même inoccupés. Les bateliers et les pêcheurs redoutent un impact sur leurs activités. Que leur répondez-vous ?
On parle ici de toutes petites zones : 250 mètres autour des nids, c'est une surface infime à l'échelle du littoral corse. Et l'argument selon lequel les gardes surveilleraient des nids vides repose sur l'idée que rien ne changera. Mais si l'on interdit réellement la fréquentation, il y a de fortes chances que les balbuzards reviennent et se réinstallent. Ces sites ne resteront pas vides indéfiniment : encore faut-il leur laisser cette opportunité.

Quant à l'anse de Gargalo,



Entre avril et octobre 2019, la réserve naturelle de Scandola a accueilli 11 000 navires, se son office de l'environnement de la Corse. ARCHIVES PIERRE-ANTOINETTE FOLINEL

elle mesure à peine 10 à 15 mètres de large, mais voit passer jusqu'à 400 bateaux par jour en haute saison. C'est insoutenable. Scandola est une réserve naturelle d'importance internationale. Nous avons été trop loin dans l'accueil du public, il est impératif de revenir en arrière pour sauvegarder ce site unique. Et tout le monde y gagne, même les pêcheurs. Les réserves marines bien protégées montrent qu'en laissant les poissons grandir, ils produisent plus d'œufs. Ces larves sont ensuite disséminées par les courants, bénéficiant aux zones de pêche alentours. Nous ne parlons pas d'interdire complètement la pêche, mais de préserver une petite zone. L'impact positif sur les zones périphériques peut être immense.

Guy Armanet, président de l'office de l'environnement, dénonce « une logique scientifique qui ne tient plus ». Qu'est-ce que cela vous inspire ?
J'ai des données historiques sur la fréquentation et le déclin du balbuzard, ainsi que des analyses comportementales et physiologiques qui prouvent le contraire. Le constat a été fait depuis

longtemps. Mais les mesures prises jusqu'ici ont été timides. Il était prévu d'instaurer une réelle protection des nids. On s'est contenté d'une charte basée sur le volontariat, sans contrôle ni contrainte. Les mesures n'ont donc pas eu l'impact espiéré, faute d'application.

Les mesures prévues sont-elles suffisantes ou faut-il aller plus loin avec par exemple des mesures quantitatives ?
Il faut absolument instaurer des quotas. L'objectif n'est pas d'exclure totalement l'homme de la réserve, mais d'encastrer la fréquentation. Le tourisme fait partie de la mission des réserves naturelles, mais il doit être mieux géré. On pourrait limiter le nombre de bateaux autorisés, avec des guides formés pour sensibiliser les visiteurs. Un système similaire fonctionne ailleurs, comme aux Seychelles ou en Bretagne. On pourrait aussi installer des caméras sur certains nids pour observer le balbuzard sans dérangement. Il faut sortir de la confrontation et protéger cette réserve, tout en favorisant un véritable écotourisme, loin du tourisme de masse.



Espèce emblématique de la réserve de Scandola, la population de balbuzards pêcheurs s'est effondrée en l'espace d'une décennie. OLIVIER SANCHEZ/CRYSTAL PICTURES

« À Scandola, un seuil critique a été franchi »



Révision du décret : l'État pris entre vents contraires

L'enquête publique sur Scandola révèle une nette volonté de renforcer la protection du site. L'opposition des acteurs économiques et politiques locaux pèsera-t-elle sur la décision finale ?

Naviguer entre tourisme et protection de l'environnement n'est pas chose aisée, en particulier à Scandola. L'État en sait quelque chose. En engageant la révision du décret fondateur de la réserve naturelle (1975) dans le sens d'un durcissement des conditions de navigation, ses services ont suscité des réactions aussi vives que contradictoires entre scientifiques et associations de protection de l'environnement d'un côté et professionnels du tourisme, pêcheurs et élus locaux d'autre part.

Les résultats de l'enquête publique qui se clôt aujourd'hui ne disent pas autre chose.

Sur le registre dématérialisé disponible en ligne, quelque 500 contributions ont été déposées par les

participants au moment où nous mettons sous presse. Selon un comptage réalisé par *Corse-Matin*, environ 70 % des observations sont favorables à un renforcement des mesures de protection.

Parmi ces avis, figurent ceux de scientifiques comme Olivier Duriez, auteur d'une étude remarquée publiée dans *Animal Conservation* en 2018 ou Charles-François Boudouresque, président du Conseil scientifique de la réserve. « Le projet répond bien aux besoins de protection du patrimoine naturel », estime-t-il. Certaines associations de protection de l'environnement (APEEM, Le Gard, France Nature Environnement, Ligue de protection des oiseaux) ont également fait savoir qu'elles étaient favorables au projet de révision du décret.

En particulier, U Levante a manifestement mobilisé ses adhérents et soutiens. Le mot d'ordre de son article, publié le 23 janvier dernier sur son site après la réunion publique : « Le projet de révision du décret réglementant la réserve naturelle ne doit pas être voté à la hâte ».



En engageant la révision du décret fondateur de la réserve naturelle (1975), l'État a suscité des réactions aussi vives que contradictoires. L.G.

a été largement repris dans les contributions. Quant à Agnès Simonietti du mouvement Ecologia Solidaria, elle a déposé plusieurs contributions pour faire connaître son approbation concernant la modification du décret.

« Les bateliers nous appellent »

En face, les professionnels du tourisme se sont également organisés. « Si l'on ferme ces zones naturelles aux plaisanciers, aux professionnels du secteur maritime et à tous ceux qui dépendent de cette ressource, que restera-t-il ? Qui viendra en Corse si les lieux exception-

nels qui attirent les visiteurs deviennent inaccessibles ? », interroge le dirigeant de la société Nautimarine. Mais dans ce bras de fer, le plus notable est sans doute la position du gestionnaire de la réserve, dont l'avis va à l'encontre de celui du président du conseil scientifique. « Hier, nous avons écrit un courrier au préfet pour lui demander de revenir sur certains points », indique Jacques Costa, président du Parc naturel régional de Corse (PNRC). Ce dernier critique l'interdiction du mouillage proposée dans le cadre de la révision du décret. « Il faut y aller progressivement », et dénonce une prise en compte insuffisante

des pêcheurs. Pas uniquement : « Les bateliers nous appellent. Ils nous disent au créneau et on les comprend », déclare-t-il. À cet égard, le point de crispation réside notamment dans la création de zones d'exclusion autour de nids de balbuzards pêcheurs, occupés ou non.

Une mesure qui suscite également l'opposition de l'office de l'environnement de la Corse (OEC) qui a déposé son avis sur le registre en ligne. Il y dénonce « le manque de pertinence scientifique, socio-économique et opérationnelle du projet de décret ». Il propose des contre-mesures : plutôt que l'interdiction de passage dans la passe de Falazzi, l'OEC suggère « un système dérogatoire garantissant aux pêcheurs professionnels bénéficiant des autorisations, aux professionnels du tourisme pour lesquels une licence serait accordée, ainsi qu'aux plaisanciers sur réservation ».

Il préconise également de s'en tenir au système actuel d'arrêts préfectoraux pour protéger les nids de balbuzards en fonction de leur occupation. L'Uffiziu indique également avoir écrit à plu-

sieurs reprises au ministère de la Transition écologique, « sans réponse ».

Difficile de ne pas s'étonner de la position de l'OEC lorsqu'on sait que l'Assemblée de Corse elle-même a demandé la révision du décret dans une délibération votée en 2021. La représentation insulaire invoquait alors une « mauvaise gestion du flux touristique qui a des conséquences sur la biodiversité du site et principalement les balbuzards pêcheurs ». Le rapport de l'OEC déposé à l'enquête publique sera présenté prochainement à l'Assemblée de Corse. Les débats qui suivront devraient être scrutés par les services de l'État.

« C'est un sujet sensible », concède-t-on du côté de l'État. « Mais nous, on fait le job. Tous nos éléments émanant du travail des scientifiques du CNPN (Conseil national de protection de la nature, ndlr) Une synthèse sera remise. Et in fine, c'est la ministre qui tranchera ». Avec une exigence de plus : l'Inseu qui a demandé en 2023 la mise en œuvre de mesures efficaces pour réduire la pression touristique. L.G.

corse matin

corsematin.com
Lun à 3 di marzu di u
2025
N°28079

A Corsica in Fatti

BASTIA CASH 4 GOLD CALLES

Se déplace
RACHAT OR / ARGENT / PLATINE

SAMEDI 9 MARS
à Aleria
Hôtel Atrachjata
100 av St Alexandre Sauli

DIMANCHE 10 MARS
à L'Île Rousse
Hôtel l'Escale Côte Sud
20 rue André Dantes

10h/17h sans interruption
04 95 58 89 36 • 11 bis av Jean Zuccarelli Bastia

Éditions régulières, acceptant pay. Réserve sur pré-vente de 8 jours avant l'événement. Sur place à l'entrée pour la réservation en ligne.

Réserve naturelle de Scandola

La CdC vote pour les socioprofessionnels

OLIVIER LAMBERT / CONTRASTO IMAGES

L'Assemblée de Corse a rendu un avis défavorable au projet de révision du décret fondateur de la réserve naturelle de Scandola. Porté par l'État, celui-ci vise à interdire la navigation dans certaines zones sensibles pour mieux protéger la biodiversité. Quels sont les dessous des cartes ? Décryptage. **P.3**

Santé

Allergie aux pollens : la Corse placée en alerte rouge
P.4



Alain: 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 832, 833, 834, 835, 836, 837, 838, 839, 840, 841, 842, 843, 844, 845, 846, 847, 848, 849, 850, 851, 852, 853, 854, 855, 856, 857, 858, 859, 860, 861, 862, 863, 864, 865, 866, 867, 868, 869, 870, 871, 872, 873, 874, 875, 876, 877, 878, 879, 880, 881, 882, 883, 884, 885, 886, 887, 888, 889, 890, 891, 892, 893, 894, 895, 896, 897, 898, 899, 900, 901, 902, 903, 904, 905, 906, 907, 908, 909, 910, 911, 912, 913, 914, 915, 916, 917, 918, 919, 920, 921, 922, 923, 924, 925, 926, 927, 928, 929, 930, 931, 932, 933, 934, 935, 936, 937, 938, 939, 940, 941, 942, 943, 944, 945, 946, 947, 948, 949, 950, 951, 952, 953, 954, 955, 956, 957, 958, 959, 960, 961, 962, 963, 964, 965, 966, 967, 968, 969, 970, 971, 972, 973, 974, 975, 976, 977, 978, 979, 980, 981, 982, 983, 984, 985, 986, 987, 988, 989, 990, 991, 992, 993, 994, 995, 996, 997, 998, 999, 1000



Ligue 2
LACA veut poursuivre sa série contre Dunkerque
P.22



Subventions

Dotation quinquennale : un retard qui préoccupe les maires du rural
P.2

Ajaccio

St-Antoine : le projet de centrale solaire reçoit l'aval des riverains
P.9



Coupe Gambardella
L'exploit des jeunes Bastiais face à Lyon
P.23

CETTE ÉDITION EST DISPONIBLE EN PDF UNIQUE



L'Assemblée de Corse a voté en faveur du rapport de l'office de l'environnement visant à donner un avis défavorable au projet de l'Etat relatif à la réserve naturelle de Scandola. OLIVIER SANCHEZ/CRYSTAL PICTURES

LAETITIA GIANNECHINI
lgiannechi@corseinfo.com

Si paria qui di l'ambiente è di tutti è di tutti. Il fut peut-être moins question d'environnement que de ce qu'il y a « autour » dans les débats concernant l'avenir de la réserve naturelle de Scandola à l'Assemblée de Corse, vendredi dernier. L'exécutif proposait d'émettre un avis défavorable au projet de révision du décret fondateur de la réserve de Scandola. Porté par l'Etat, ce projet vise à interdire la navigation dans certaines zones sensibles afin de mieux protéger la biodiversité et notamment les nids de balisards pêcheurs.

Mais pour le président de l'office de l'environnement de la Corse (OEC), le compte n'y est pas, même s'il assure être d'accord « avec 80 % » de son contenu. En l'absence notable du président de l'exécutif Gilles Simeoni, Guy Armanet a donc détaillé les points de discordance concernant ce site exceptionnel, classé au patrimoine mondial de l'Unesco. Reprenant à son compte l'accusation d'une « mise sous cloche » ressassée par les professionnels du secteur, il s'est largement rangé de leur côté.

« On ne va pas s'inventer des histoires »

En particulier sur la proposition de l'Etat d'interdire la navigation dans la passe de Gargalo, qui sépare l'île du même nom de la Punta Palazu. Cette zone abrite de nombreuses espèces, notamment d'oiseaux, mais voit passer un flux incessant de bateaux en haute saison.

Le président de l'OEC s'est fait le porte-voix des acteurs économiques du territoire en citant « le cadre sécuritaire ». Selon les socioprofessionnels et les pêcheurs, contourner l'île de Gargalo pour éviter la future « zone de protec-



Guy Armanet rejette le projet de révision du décret relatif à Scandola initié par l'Etat. F. H.



Scandola : Armanet vole au secours des sociopros et des pêcheurs

L'exécutif corse dit non au décret de l'Etat sur Scandola. Protection de la biodiversité, pression des professionnels et lobbying : plongée dans un débat où les enjeux environnementaux ne sont pas les seuls à peser.

Les critiques n'ont pas empêché l'adoption du rapport à l'unanimité, les élus de l'Assemblée de Corse dénonçant presque d'une même voix un manque de concertation de la part des services de l'Etat dans l'élaboration des propositions soumises à l'enquête publique close le 12 février

tion intégrale » revenant à s'exposer au danger en cas de mauvais temps. Un argument qui devait être expertisé par les services de l'Etat, chez qui il suscitait une certaine circonspection en desdites semaines. Ils ne sont pas les seuls. « On ne va pas s'inventer des histoires. Dans la vérité, quand il y a beaucoup de mer, les promeneurs en mer ne sortent pas. Qu'il y ait une dérogation pour un pêcheur... Mais que les plaisanciers, doivent passer par la passe qu'il y a temps... Elle ne doit pas sortir du tout ! », cingle Paul-Félix Benedetti (Core in Fronte).

Que quel soit son degré de validité, l'impétueux argument sécuritaire dissimule peut-être des motivations moins avouables. C'est à Punta Palazu, dans la zone d'exclusion proposée par l'Etat que l'on trouve les arques volcaniques couchées, véritable merveille géologique déclinée comme une carte postale sur les sites internet et comptes Instagram des bateliers du coin. Difficile de faire la promotion de ce que l'on ne peut plus vendre. Difficile aussi, de décorréler la réaction très vive des professionnels des enjeux liés à l'activité économique de la microrégion.

Dérogations sur réservation

Dans ce secteur, l'office de l'environnement juge préférable d'instaurer un système de dérogations pour les pêcheurs, les bateliers bénéficiaires d'une licence et les plaisanciers « sur ré-

servation », ce dernier point traduisant un souci de ménager les loueurs. Ce qui a le don de braquer Core in Fronte. « C'est complètement farfelu ! », fustige Paul-Félix Benedetti. L'indépendantiste a relevé une autre carence du rapport de l'OEC, qui n'indique pas combien de licences pourraient être délivrées, ni les critères sur lesquels elles seraient attribuées.

Un peu accrélé, Guy Armanet a bien fini par lâcher un chiffre : « Si on se réfère aux socioprofessionnels, on aurait 52 bateaux qui feraient des rotations dans le secteur », indique-t-il. « Mais on aurait la main sur la grande plaisance et sur la possibilité d'éviter une grande majorité des 60 000 bateaux qui rentrent dans la zone et font fi de toutes les règles. »

Ces critiques n'ont pas empêché l'adoption du rapport à l'unanimité, les élus dénonçant presque d'une même voix un manque de concertation de la part des services de l'Etat dans l'élaboration des propositions soumises à l'enquête publique close le 12 février. Lesquelles ont cependant recueilli l'assentiment d'une large majorité des participants sur le registre en ligne.

« Le secrétaire général de la préfecture n'a pas tenu de tels propos »

L'exécutif entend intensifier son rapport de force pour obtenir la réouverture de l'enquête publique et aboutir à des pistes plus consensuelles. « J'en profite

pour glisser qu'on sera reçu en préfecture le 5 mars », a annoncé Guy Armanet. « Est aussi vouloir exprimer leur mécontentement : au-delà des maires, les pêcheurs interdits de la zone et les personnels de loisirs qui travaillent sur le secteur. Une démarche qui a de bonnes chances d'aboutir, veut-il croire. « Il y avait plus de 100 personnes à la réunion publique de Gargalo. Le secrétaire général de la préfecture a remblayé. Il a dit : "Les [projets de] décret n'est pas acceptable en l'état, je pense que ça va être porté au procès-verbal de l'enquête publique et que ça risque de l'être", a relaté Guy Armanet.

Contactée par Corse-Matin, la préfète de Corse conteste. « Le secrétaire général de la préfecture de la Corse-du-Sud n'a pas tenu de tels propos. Il s'agit d'ailleurs de se réjouir aux joies pour le vérifier », indique-t-elle, rappelant que « l'enquête publique (...) a bien été menée jusqu'à son terme ».

Selon le palan lanivry, la commission d'enquête analyse actuellement les « plus de 700 contributions » recueillies afin de rédiger un rapport qui recensera « les contre-propositions formulées ainsi que les réponses éventuelles qui pourront être apportées ».

« Les services de l'Etat ont reçu le président de l'OEC et ses équipes en février. Cette réunion a permis de recueillir et d'analyser (...) les éléments rédigés par l'OEC », ajoute la préfète. Celle-ci souligne enfin que « le rapport adopté

le 28 février par l'Assemblée de Corse est également pris en compte dans le cadre de l'enquête publique ».

« Dérives malintentionnées »

Un peu plus de trois ans après avoir fait voter une délibération qui exhortait l'Etat à réviser son décret vers davantage de protection, voici que l'exécutif milite pour l'interdiction du processus. Une position difficilement lisible, si ce n'est à l'aune de l'immense lobbying déployé par les acteurs économiques du secteur.

D'ores et déjà, l'opposition demande à être associée à l'élaboration du nouveau décret, dans le cadre d'un comité de pilotage qui associerait l'OEC, les groupes politiques, les professionnels de la microrégion et l'Etat. Ce que le Cesec (Conseil économique, social et environnemental) avait dit à mots couverts dans son avis consultatif (« des appétits et des pressions », « dérives malintentionnées »). Paul-Félix Benedetti ne manque pas de le souligner : « On ne peut pas laisser les instances de l'office de l'environnement seules à la discussion. Le secteur de la promenade en mer est un secteur en tension au point que les déchets. Regardez les ministres de bateau, les morts, je pense à Bonifacio, à Ajaccio, il y a quelques années. Ce secteur génère des profits importants sur des périodes très courtes. Il y a une forme de pression naturelle », a-t-il déclaré.

Quelques heures seulement après l'adoption d'une délibération censée aligner les pouvoirs publics dans leur lutte contre « les pratiques mafieuses ».

